

***Motion des Unions Locales CGT d'Arles, de Tarascon et de Chateaurenard, de la FSU d'Arles,
des Unions Locales FO d'Arles et de Tarascon, de Sud éducation, le 12 décembre 2019***

Multiplication de tours de passe-passe, de vieilles recettes d'un vieux monde qui poursuit une politique d'austérité subie depuis 40 ans. Le président de la république est définitivement résumable en une formule : il est et il reste le président des riches et des ultra riches. Le président de la République tourne le dos aux revendications légitimes des salariés du privé et du public, des privés d'emplois, des jeunes et des retraités. Il tourne le dos à toutes les colères, à toutes les révoltes, à toutes les grèves, qui s'expriment dans tout le pays.

Ces choix politiques visent à transformer en profondeur notre modèle social pour répondre uniquement aux exigences du capitalisme, creusant toujours plus les inégalités. C'est une généralisation de la précarité au travail, à la retraite, comme dans notre vie quotidienne.

Pourtant rien ne justifie ces régressions sociales. Cette année encore, les dirigeants du CAC 40 ont vu leur salaire augmenter et les actionnaires se sont partagés des milliards d'euros de dividendes. Ils se gavent avec les richesses produites par notre travail.

La pauvreté a augmenté, il y a dans notre pays en 2019 : 440 000 pauvres supplémentaires !

Pour les salariés, retraités et privés d'emploi, pour la 14^{ème} année consécutive, il n'y aura pas de réponses aux exigences de réelle revalorisation des salaires, du SMIC, et des pensions, du point d'indice des fonctionnaires qui reste gelé et des minima sociaux.

Le gouvernement reste sourd, droit dans ses bottes quant à l'exigence largement partagée d'une réponse aux besoins sociaux ! Il porte la responsabilité du blocage du dialogue et de l'économie. Nous allons poursuivre jusqu'à être entendu avec détermination, lucidité et ténacité.

La retraite est le ciment de la société. Attaquer notre système solidaire est une agression générale. Quels que soient les termes choisis « âge pivot », « d'équilibre », « légal » ou « allongement des annuités », le but est toujours le même : nous faire travailler plus longtemps ! Le gouvernement qui sous couvert d'universalité divise les travailleurs en fonction de leur année de naissance instaure et ajoute des inégalités supplémentaires et inadmissibles.

Instaurer un régime individuel par point qui intégrera nos pires années cotisées revient à diminuer considérablement toutes les pensions.

Avec leur « contre-réforme », nous sommes toutes et tous pleinement conscients que le projet du gouvernement ne vise ni à réduire les inégalités, ni à garantir le niveau des pensions, ni à renforcer la solidarité entre les actifs et retraités.

Nous considérons que les régimes de retraites existants ont fait la preuve de leur solidarité et de leur efficacité en période de crise et qu'il est de notre devoir de les préserver et de les améliorer pour que les générations futures puissent en bénéficier.

Nous exigeons :

- **Le retrait du projet Delevoye**
- **Le retour de la retraite à 60 ans, à taux plein, plus tôt pour les métiers pénibles, avec 75 % des meilleurs salaires dans tous les secteurs professionnels.**
- **Aucune pension ne doit être inférieure aux SMIC**
- **Augmentation immédiate des salaires et traitements, et des pensions**
- **L'égalité salariale et professionnelle femme homme**

Nous défendons :

- **Une sécurité sociale qui rembourse à 100 % et financé par les cotisations et la mise à contribution des revenus du capital et suppression de la CSG.**
- **Stop à l'évasion fiscale, arrêt des cadeaux fiscaux tels que le CICE aux entreprises, rétablissement de l'ISF (Impôt sur la fortune).**
- **Une fiscalité plus juste, mettant à contribution les hauts revenus pour développer les services publics, garants de la cohésion sociale et l'égalité de traitement sur l'ensemble du pays.**
- **Des services publics de proximité et de pleine compétence.**

Oui, les moyens existent pour répondre à l'urgence sociale.

Que nous soyons salariés, retraités, privés d'emploi, précaires, L'addition de nos colères doit s'amplifier ! contre le « vieux monde » à abattre.

Nous ne demandons pas la charité ! Nous exigeons la justice sociale et fiscale !